

1989
ID
11

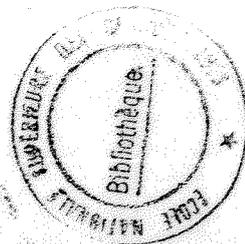
UNIVERSITE CLAUDE BERNARD LYON-I

43, Bd. du 11 novembre 1918
69622 Villeurbanne

Note de synthèse

D.E.S.S. D'INFORMATIQUE DOCUMENTAIRE

**L'ANALYSE DE LA GEOGRAPHIE RADICALE
CONCERNANT LE TIERS-MONDE**



1989
ID
11

Présenté par
Moran, Yolanda

Sous la direction de
Mr Valle, Angel

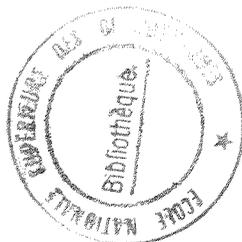
UNIVERSITE CLAUDE BERNARD LYON-I

43, Bd. du 11 novembre 1918
69622 Villeurbanne

Note de synthèse

D.E.S.S. D'INFORMATIQUE DOCUMENTAIRE

**L'ANALYSE DE LA GEOGRAPHIE RADICALE
CONCERNANT LE TIERS-MONDE**



1989
ID
11

Présenté par
Moràn, Yolanda

Sous la direction de
Mr Valle, Angel

I. RECHERCHE BIBLIOGRAPHIQUE

1. INTRODUCTION

2. LA PRESENTATION DU SUJET

3. RECHERCHE DOCUMENTAIRE

A. RECHERCHE MANUELLE

A.1. PRÉSENTATION DE BIBLIOGRAPHIES

B. LA RECHERCHE AUTOMATISEE

B.1. CHOIX DES BASES DE DONNÉES

B.2. PRÉSENTATION DES BASES CHOISIES

B.3. STRATÉGIE DE RECHERCHE

B.4. RÉSULTATS

4. CONCLUSION

II. LA GEOGRAPHIE DU TIERS-MONDE

A. INTRODUCTION

B. DEFINITIONS

B.1. SOUS-DÉVELOPPEMENT

B.2. TIERS-MONDE

C. ASPECTS DEMOGRAPHIQUES

C.1. LA CROISSANCE DÉMOGRAPHIQUE

C.2. LE REcul DE LA MORTALITÉ

C.3. LE MAINTIEN DE LA NATALITÉ

C.4. LA CROISSANCE DÉMOGRAPHIQUE ET LE SOUS-DÉVELOPPEMENT

D. DIMENSION ECONOMIQUE

D.1. EMPLOI ET SOUS-EMPLOI

D.2. PROBLÈMES AGRICOLES ET AGRAIRES

D.3. L'INDUSTRIALISATION

D.4. LES VILLES ET LE SECTEUR TERTIAIRE

E. DOMAINE CULTUREL

E.1. L'ENSEIGNEMENT

E.2. L'INFORMATION

E.3. SCIENCE ET TECHNIQUE

F. CONCLUSIONS

III. BIBLIOGRAPHIE

I. RECHERCHE BIBLIOGRAPHIQUE

I. INTRODUCTION

Le sujet m'a été proposé par Monsieur Angel Valle, professeur de Géographie à Valladolid. Il s'intéresse à l'évolution et au développement du courant de la Géographie connue sous le nom de Géographie radicale.

Je voudrais commencer par préciser qu'au cours de ma recherche j'ai été contrainte de changer de sujet, je m'explique : Au début le but de la recherche était de collecter une bibliographie, la plus exhaustive possible, dans le domaine de la géographie radicale.

Le point de départ pour cette première recherche était une liste d'auteurs (environ 150) ayant écrit dans la revue française de géographie radicale "Herodote" entre 1976 et 1984.

Pour compléter cette liste j'ai relevé tous les auteurs ayant écrit après 1984 en compulsant les différents numéros de la revue à partir de cette date. Ce travail étant fait je me suis trouvée avec une liste de 227 auteurs, pour lequel il va falloir trouver tous les écrits relevant de la géographie radicale, que ce soit dans la revue Herodote ou non et dans tous les langues.

Ce premier travail devait me permettre d'autres voies de recherches et aussi de suivre la même démarche avec les revues et les auteurs non français.

Devant l'ampleur de ce travail et avant de commencer toute recherche j'ai essayé de chercher si un travail similaire n'avait pas été fait.

Une recherche manuelle a conclu à localiser une bibliographie analytique courante [3], essentiellement les écrits en anglais, jusqu'en 1980. Si une partie du travail qui est demandé est faite, reste à compléter cette bibliographie par des références sur les années 80 et les auteurs en langues autres que l'anglais.

Je me suis donc trouvée devant une recherche qui demande un double lourd investissement:

- en temps étant donné le nombre élevé de références (la bibliographie trouvée recense 1314 références).

- en moyens financiers: le calcul du coût d'obtention des 300 références trouvées dans la base de données FRANCIS, concernant les seuls articles d'Herodote, présente le chiffre de 1.000 Fs.

Un entretien avec mon directeur de recherche a conclu à l'impossibilité matérielle de poursuivre la recherche sur la base de ce sujet très vaste. pour restreindre l'entendue de la recherche, nous avons décidé de nous limiter à un thème :le Tiers-Monde dans la géographie radicale.

Je suis donc passée d'une collecte générale et systématique des références de tous les sujets traités dans la géographie radicale à celles qui concernent le thème du sous-développement traité par ce même courant de géographes.

II. LA PRESENTATION DU SUJET

Les géographes marxistes croient et soutiennent que le marxisme offre aux géographes les moyens d'aller au delà des limites actuelles de leurs pratiques et de saisir les potentialités de la géographie comme une science véritablement synthétique.

Pour eux, il ne suffit pas de comprendre le monde, il faut le transformer. Leur intention, toutefois n'est pas non plus de créer une sous-discipline de la géographie qui s'appellerait géographie marxiste.

Ils visent plutôt une totale reconversion de la pensée et des pratiques de la géographie et à terme, la fusion entre les études de géographie et l'histoire, la sociologie, la politique, la géologie, la biologie et d'autres sujet sous le couvert du matérialisme historique

La bataille en géographie à donc démarré sur les bases de la connaissance, des méthodes et pratiques et continue toujours.

Les marxistes ont également cherché à contredire la base philosophique et méthodologique de la géographie (le positivisme en particulier) et à tracer une nouvelle voie de synthèse par opposition à la fragmentation et à la spécialisation qui à caractérisé la discipline jusque là.

Les échos de cette bataille ont été rapportés dans beaucoup d'articles et quelques ouvrages. Des revues comme *Antipode* (USA), *Herodote* (France) et *The international journal of urban and regional research* (Grande Bretagne) ont été les premières à communiquer les résultats des recherches marxistes.

L'état de la question en Union Soviétique peut se faire par le canal du journal *Soviet Geography*.

Les livres de *Bunge* (1971), *Lacoste* (1976) et de *Harvey* (1973) explorent les perspectives marxistes sur plusieurs problèmes de géographie. L'essai de *Smith* (1979) et la collection des essais sur la géographie radicales éditée par *Peet* (1977) donne un autre point de vue.

III. RECHERCHE DOCUMENTAIRE

A. RECHERCHE MANUELLE

Ma première approche du sujet a pour point de départ la recherche des bibliographies spécialisées en géographie. La quatrième édition (1985) de l'ouvrage de L.-N. Malclès "*Manuel de Bibliographie*", m'a indiqué les deux références les plus importantes en bibliographie spécialisée internationale courante:

- * La "*Bibliographie Géographique Internationale*".
- * Le "*Geographical Abstracts*".

Ces deux bibliographies correspondent aux éditions papiers de deux bases de données, respectivement:

- FRANCIS/Bibliographie Géographique Internationale.
- GEOBASE.

Pour affiner la recherche concernant le cas précis de la géographie radicale, j'ai essayé de savoir s'il y a d'autres bibliographies recensant de façon plus étroite les thèmes de ce courant géographique ; j'ai pris comme indice la revue *Herodote* (revue considérée comme la seule revue française de la géographie radicale), et essayé de trouver dans quelles bibliographies elle est dépouillée. Cette recherche a aboutit à garder les deux références précédentes plus une troisième:

- * Le "*Bulletin Analytique de Documentation Politique, Economique et Sociale Contemporaine*".

A.1 PRESENTATION DES BIBLIOGRAPHIES

BIBLIOGRAPHIE GEOGRAPHIQUE INTERNATIONALE.

International Geographical Bibliography. Publié depuis 1972 par le Centre National de la Recherche Scientifique (CNRS) - Laboratoire d'information et de documentation en géographie (Intergeo) -. Sous les auspices de l'Union Géographique Internationale et l'Association de Géographes Français. Avec l'assistance de l'UNESCO et du Comité International d'Historiens et Géographes de langue française.

Fondée en 1891, d'abord annexée aux annales de géographie, devient indépendante en 1920 et prend un caractère international à partir de 1930.

Actuellement c'est une publication trimestrielle, avec un classement systématique. Elle comporte des index matières, lieux, auteurs et un index de revues dépouillées avec renvoi au numéro de la référence. Un index annuel cumulatif est publié également.

Il s'agit d'une bibliographie facile d'accès. L'index par revue est d'une grande utilité parce qu'il permet de connaître, dès le début, les revues qui intéressent un chercheur. C'est ainsi que j'ai trouvé les deux revues françaises et anglaises les plus importantes de géographie radicale.

Cependant, j'ai été confrontée à un problème important: étant donné que le sujet qui m'intéresse concerne la production scientifique d'un courant géographique précis (les géographes radicaux). Il fallait non seulement trouver des textes sur le Tiers-Monde, mais aussi avec une approche théorique propre à ce courant.

Or, ni le plan de classement dans sa rubrique la plus intéressante pour ma recherche (Monde. Géographie plurirégionale - A. Tiers-Monde), ni dans les autres index, il n'est fait mention de l'approche théorique ou méthodologique des articles correspondants aux références présentées. Seule la lecture des résumés, et uniquement dans quelques cas, donne des indications significatives.

BULLETIN ANALYTIQUE DE DOCUMENTATION POLITIQUE, ECONOMIQUE ET SOCIALE CONTEMPORAINE. Mensuel dépouillant les principaux articles de plus de 2000 périodiques français et étrangers. Il est édité par la Fondation nationale des sciences politiques depuis 1946.

La bibliographie est classée par problèmes nationaux par pays et par problèmes internationaux et comporte un index par grande rubriques de sujets. Ne traite pas les problèmes d'ordre théorique.

Cette source ne m'a pas été très utile pour ma recherche. Les références qu'elle présente sont en totalité cités dans la BGI.

B.LA RECHERCHE AUTOMATISEE

Toute interrogation d'une base de données requiert au préalable une connaissance suffisante du sujet. C'est une préparation intellectuelle qui permet de cerner le sujet et aboutir à un choix de mots-clés pertinents.

Les descripteurs susceptibles d'être retenus peuvent être localisés lors d'une recherche manuelle. La confirmation de leur pertinence, pour l'interrogation, se fait à la suite de la consultation du guide ou du thesaurus de la banque de données s'ils existent. Sinon elle peut se faire après une consultation en ligne du lexique de la Banque de données choisie.

B.1 CHOIX DES BASES DE DONNEES.

Mon choix des bases de données a consulter est fait par consultation du *Répertoire des Banques de Données en Conversationnel de l'Association Nationale de la Recherche Technique (ANRT)*, dans lequel j'ai pris:

* FRANCIS/Bibliographie géographique internationale

* GEOBASE

B.2 PRESENTATION DES BASES CHOISIES

FRANCIS/*Bibliographie géographique internationale.*

Base de données bibliographiques, produite par INIST-CNRS, le Centre de Documentation en Sciences humaines et le Laboratoire d'information et de documentation en géographie, INTERGEO-BGI.

Elle couvre tous les domaines de la géographie: Théorie, Méthodologie, Cartographie, Histoire de la géographie, Géographie physique, humaine, zonale, régionale : Europe, Asie, Amérique, Océanie, Régions polaires.

Elle est constituée essentiellement d'articles de périodiques (75 %), ouvrages (20 %). 35 % des références concernent des écrits en langue française, et 36,5 % de langue anglaise.

Elle recense les publications à partir de 1976, compte environ 80.000 références et s'accroît chaque année de 7.000 références avec une mise-à-jour trimestrielle.

Comme aide à la recherche on dispose d'un thesaurus publié en 1980 et d'un guide d'interrogation publié en 1984

FRANCIS est accessible sur Questel (FRCIS-S).

GEOBASE

Base de données bibliographiques anglaise, produite par GEO Abstracts LTD (Grande Bretagne).

Elle dépouille la documentation mondiale en géographie, géologie, écologie, cartographie, climatologie, démographie, économie,...

Plus de 2.000 périodiques sont dépouillés intégralement et 3.000 partiellement. Sont également signalés les livres, congrès et rapports.

En 1989 son volume compte environ 200.000 références couvrant les publications à partir de 1980. Elle a une

croissance annuelle de 3.000 références. La mise à jour est mensuelle.

GEOBASE inclut toutes les références publiées dans :

- Geographical abstracts.
- International développement abstracts.
- Géological abstracts series.
- Mineralogical abstracts et écologique abstracts.

Elle est accessible sur DIALOG (292).

B.3 STRATEGIE DE RECHERCHE

Avec l'aide du guide publié en 1984 par FRANCIS/Bibliographie Géographique International, j'ai retenu les descripteurs susceptibles d'indexer le sujet.

En l'absence d'un thésaurus ou d'un guide d'interrogation la même stratégie dans une version anglaise a été utilisée pour l'interrogation de GEOBASE.

L'équation de recherche a pris la forme suivante:

- 1 ...LEXIQUE/DO GEOGRAPHIE
- 2 SOUS-DEVELOPPEMENT OU TIERS-MONDE OU REGION SOUS-DEVELOPPEE
- 3 GEOGRAPHIE RADICALE OU MARXISME
- 4 2 ET 3
- 5 1 ET 4
- 6 5 ET DP>1980

l'équation finale a permis de trouver 21 références.

En ce qui concerne GEOBASE la stratégie a pris la forme suivante :

- 1 UNDERDEVELOPMENT OR THIRDWORLD 396 réponses.
- 2 1 AND RADICAL (W) GEOGRAPHY
- 1 AND MARXIST (1W) GEOGRAPHY

Aux deux dernières questions aucune référence n'a été signalée. Pour s'assurer de l'existence des descripteurs utilisés nous avons procédé à la visualisation en ligne du lexique de GEOBASE. Effectivement les descripteurs existent

RADICAL GEOGRAPHY retrouvé 5 références.

MARXIST GEOGRAPHY retrouvé 17 références.

B.4 RESULTATS

Langues: Anglais 10 références
Français 6 références
Allemand 4 références
Italien 1 référence.

De manière générale les résultats de la recherche informatisée donnent un nombre de documents pertinents égal à 18 sur un total de 21 ce qui donne un taux de précision de 85%, qui nous a parut, quand même, très élevé, ce qui pourrait cacher un silence. La recherche manuelle dans la publication sur papier de la même base, m'a permis de trouver 12 autres références.

IV. CONCLUSION

Le fait d'avoir trouvé une bibliographie sur la géographie radicale "Radical Geography : an Annotated Bibliography" [3] m'a permis de limiter ma recherche à la période partant de 1980 à maintenant, étant donné que cette bibliographie couvre la période précédente.

Cette décision doit être prise avec certaines précautions: avant d'avoir consulté cette bibliographie je ne peux pas présumer de son exhaustivité.

On peut se poser la question de savoir si étant donné qu'il s'agit d'un travail en langue anglaise, les auteurs en d'autres langues n'ont pas été recensés. C'est là une hypothèse qu'il faut vérifier après consultation de l'ouvrage. Or je n'ai pas encore pu le faire.

Disposer de cette bibliographie va me permettre aussi de vérifier si les auteurs de langue anglaise, que j'ai trouvés lors de mes recherches, font vraiment partie du courant de la géographie radicale.

Ces points seront donc à vérifier pour le reste de ma recherche. Pour l'instant je voudrais faire un commentaire sur ce que j'ai fait jusqu'à présent.

Un des grands problèmes auquel je me suis confronté est de savoir si les analyses des documents trouvés relèvent de la méthode de la géographie radicale. A moins que le document soit indexé par le descripteur "Géographie radicale", ou que la méthode soit explicitée dans le résumé, ce qui n'est pas toujours le cas, on ne peut pas savoir si la référence est pertinente ou pas.

Une manière de s'assurer de la pertinence des résultats, (ce que j'ai fait tout au long de mes recherches), est d'effectuer des recoupements des résultats de différentes sources.

II. LA GEOGRAPHIE DU TIERS-MONDE

A. INTRODUCTION

Le Tiers-Monde est l'ensemble spatial qui permet de regrouper des pays qui ont connu dans le passé les mêmes contradictions fondamentales. Celles-ci ont, d'une part, freiné le développement des forces productives tout en l'orientant vers des activités destinées à l'exportation et en fonction des intérêts d'une minorité privilégiée étroitement liée à des pouvoirs étrangers, les pays industriels, et qui fixe là-bas l'accumulation du capital.

D'autre part, ces contradictions fondamentales ont déterminé à partir du XXe siècle une croissance démographique extrêmement rapide de grands facteurs de la mortalité devant être liquidés, alors que la natalité ne pouvait s'abaisser compte tenu du maintien de certaines conditions socio-culturelles [2].

Les pays du Tiers Monde ont, dans leur ensemble, des évolutions historiques fondamentales communes. Ils ont encore en commun, pour le moment, une forte croissance démographique durable qui à l'échelle des pays s'échelonne entre 2 et 3,5 % par an, (bien qu'elle semble devoir prochainement s'atténuer dans les pays socialistes) [18].

Ils ont aussi en commun pour la masse de leur population des niveaux de consommation très inférieurs à ceux qui caractérisent les populations des pays "développés".

B. DEFINITIONS.

B.1. Sous-développement :

A l'origine, le mot sous-développement a servi pour désigner globalement les causes et les aspects de la misère des populations d'Afrique, d'Asie et d'Amérique. Mais peu à peu il a été aussi utilisé pour qualifier des situations économiques et sociales qui paraissent autres. C'est ainsi par exemple que l'on baptise couramment "sous-développées" des régions rurales européennes comme la Bretagne ou le Massif Central où les revenus moyennes de la population sont certes inférieurs à la moyenne nationale, bien qu'il n'y ait aucune commune mesure entre les conditions d'existence des Bretons ou des Corses et la misère qui existe dans les pays du "Tiers-Monde".

Ainsi se trouvent fréquemment confondues, malgré de grandes différences, non seulement les diverses étapes du passé de l'Europe et toutes celles de l'histoire des autres

parties du monde mais aussi les conditions qui caractérisent actuellement les peuples d'Afrique, d'Asie et d'Amérique Latine.

Pour certains le sous-développement existe depuis des millénaires. Mais, dans la plupart des réflexions, on associe aussi "sous-développement" et mise en place du phénomène colonial.

Dans les contextes les plus variés, l'expression "sous-développement" exprime toujours une inégalité, une insuffisance, une infériorité, ou un écart qui doit être diminué, sinon supprimé.

Avec l'apparition de l'expression "Tiers-Monde", qui a connu un énorme succès, l'imprécision a une tendance à s'accroître [2].

B.2. Tiers-Monde :

Alfred Sauvy¹ a forgé le terme de "Tiers-Monde" en référence au tiers état. Le mot voulait désigner un ensemble n'appartenant ni à l'Est, ni à l'Ouest, ni capitaliste ni socialiste. L'appellation est d'ailleurs très ambiguë puisqu'elle recouvre aussi bien des pays prosoviétiques que d'autres notoirement favorables à l'Ouest.

On a voulu aussi en faire la dénomination d'un groupe de pays "neutralistes", opposés aux deux blocs. Par contre, aujourd'hui, certains dirigeants de pays socialistes revendiquent l'appartenance de leur pays au "Tiers-Monde".

Ce terme a fait fortune, mais il n'est plus scientifique. Maxime Rodinson écrit : "Le tiers-monde n'est pas un. Il est composé de peuples formés par des cultures très différentes à des niveaux variés de développement technique, économique et culturel"²[6].

Leur seul point commun depuis cent ans, c'est d'être la partie exclue des décisions qui engagent l'ordre planétaire dont elles dépendent, bon gré mal gré [7].

De son côté, Samir Amin [17], reprenant une formule inventée en 1915 par Boukharine, a lancé une autre allégorie tout à la fois spatiale et politique, celle du "centre" et de la "périphérie", qui a connue aussi un très vif succès.

¹ France-Observateur (ancêtre du Nouvel Observateur), 14 août 1952.

² Maxime Rodinson, Marxisme et monde musulman, Le Seuil, Paris, 1972.

Les réticences ou les oppositions qui se sont manifestées à l'encontre de l'expression "sous-développement" sont donc largement fondées. Les tentatives de lui substituer d'autres formules, si elles ont connu quelques succès, sont restées au même degré d'imprécision.

C. LA DIMENSION DEMOGRAPHIQUE

C.1. La croissance démographique.

Un caractère absolument primordial, de tous les pays du Tiers-Monde est le considérable accroissement démographique qu'ils connaissent, surtout depuis la fin de la seconde guerre mondiale.

Son taux d'accroissement annuel moyen, qui pendant des siècles avait été inférieur à 0,3 %, et qui était encore de 0,5 % à la fin du XIXe siècle, s'est accru de 1 % en 1940, et de 3 % actuellement [2].

L'Afrique noire, par exemple est le continent où le taux de croissance démographique est le plus élevé du monde, avec, depuis 1970, une moyenne annuelle de 2,9 %, contre 2,7 % en Amérique Latine ou 2,1 % en Chine [6].

Cette forte croissance démographique résulte d'un fort abaissement des taux de mortalité, alors que les taux de natalité restent à un niveau élevé. Cette réduction de la mortalité a commencé dès l'entre-deux-guerres dans les pays d'Amérique Latine et elle s'y est accentuée dès le lendemain de la seconde guerre mondiale, elle est beaucoup plus récente en Asie et en Afrique tropicale.

Le processus qui détermine l'importance de l'essor démographique se propage progressivement dans l'ensemble du Tiers-Monde, et l'énorme majorité des pays sous-développés se caractérise par des taux d'excédent naturel de plus en plus élevés.

Il est possible que, dans un proche avenir, plusieurs pays du Tiers-Monde enregistrent un ralentissement notable de leur croissance démographique, la natalité s'y réduisant enfin, mais ils ne sont pas qu'un petit nombre d'Etats, ils sont de petits pays, fortement urbanisés, avec des effectifs de population, somme toutes assez modestes au total.

CROISSANCE DEMOGRAPHIQUE DU MONDE (en pourcentages) [6]

ANNEES	1900	1925	1950	1970	1980	2000
Asie	56	54,4	55	56	57,5	58
Afrique	8	7,8	9	10	10,6	14
Amérique latine	5	5	6,8	8	8,2	9,2
Amérique du nord	5,2	6,4	6,9	6	5,6	4,9
Europe	18	17,3	15,2	12,5	1,9	8,4
U.R.S.S.	8	8,6	7	7	6	5,1
Océanie	0,3	0,5	0,5	0,5	0,5	0,5
Total (en milliards)	1,600	1,960	2,500	3,600	4,400	6,100

Sources : O.N.U. et Banque Mondiale

C.2. Le recul de la mortalité

La cause première de l'accroissement massif de la population est la diminution des taux de mortalité. Ce déclin de la mortalité est essentiellement un phénomène relationnel. Il résulte de la mise en rapport étroit des pays développés et des pays sous-développés.

Il faut remarquer qu'autrefois, durant une très longue période, ce contact s'est soldé par une très forte augmentation de la mortalité : ce fut la conséquence de la conquête coloniale, les nouvelles maladies venues d'Europe, l'extension du travail forcé ou les déplacements de population.

A partir d'un certain moment, le phénomène colonial cessa de se traduire par une augmentation de la mortalité et par une réduction plus ou moins forte des effectifs de la population dominée.

C'est durant la seconde guerre mondiale que la médecine devient incomparablement plus efficace. Si, en pays développés, aux thérapeutiques individuelles très bien armées se sont ajoutées des thérapeutiques collectives qui sont surtout préventives, les pays du Tiers-Monde ont été surtout l'objet de campagnes sanitaires massives, essentiellement orientées contre les endémies infectieuses susceptibles de se propager rapidement au loin, et capables, par conséquent, de menacer la santé d'autres pays [2].

Dans les années "50", en dépensant moins d'un demi-dollar par tête, on a pu faire baisser de 40 % la mortalité à Ceylan. La lutte contre les grandes endémies infectieuses

est donc inéluctable. En revanche, les endémies dites dyscrasiques, les maladies de carence n'ont pas régressé. Elles sont en effet infiniment plus coûteuses à résorber [6].

Maintenant, avec des taux de mortalité inférieurs à 8-9 ‰ [1] de nombreux pays sous-développés à très bas niveau de vie ont une mortalité inférieure à celle de certains pays développés. Cette comparaison frappante est cependant sensiblement faussée par le fait que les pays du Tiers-Monde comptent beaucoup de jeunes (plus de 50 %) et très peu de vieillards, alors que les pays européens ont moins de jeunes et beaucoup de personnes âgées.

Si on compare les taux de mortalité infantile, la différence entre pays développés et pays sous-développés apparaît encore considérable, bien que ces derniers commencent à réaliser, sur ce point, d'importants progrès.

C.3. Le maintien de la natalité

Alors qu'en Europe occidentale ou aux Etats-Unis la baisse de la mortalité, beaucoup plus lente, fut bientôt suivie d'une diminution très sensible de la natalité, dans les pays du Tiers-Monde l'effondrement des taux de mortalité s'est accompagné d'une persistance de taux de natalité très élevés ou même de leur sensible augmentation.

Les causes du maintien de cette natalité sont sociologiques et culturelles : la précocité du mariage pour les femmes, augmente le nombre des enfants qu'elles sont susceptibles d'avoir. D'autre part, durant des millénaires, il a été indispensable qu'une très forte natalité puisse compenser les effets d'une effroyable mortalité. Ainsi la plupart des sociétés traditionnelles avaient une psychologie nataliste que sacralisaient les préceptes de presque toutes les religions.

Mais le niveau élevé de la natalité s'explique aussi par des facteurs économiques. L'enfant travaille dès un âge précoce. Il constitue une aide appréciée dans l'agriculture, surtout lorsqu'il faut multiplier les opérations culturales pour maintenir les rendements. Le caractère non obligatoire de la scolarité, le chômage chronique des parents sont autant de causes du travail des enfants. Ceux-ci seront choisis par l'employeur de préférence aux adultes qu'il devrait rémunérer un peu moins faiblement. Aussi l'enfant qui subvient à l'essentiel de ses besoins n'est pas une grande charge pour ses parents. Les familles ont donc objectivement intérêt à avoir un grand nombre d'enfants quels que soient les problèmes qui puissent en résulter au niveau collectif [18].

Dans quelques pays du Tiers-Monde, en Amérique Latine, en Asie méridionale, en Extrême-Orient, les campagnes pour la limitation des naissances ont entraîné une sensible réduction des taux de natalité. Il s'agit de pays où l'urbanisation, le développement des

classes moyennes et les progrès de la vie moderne sont particulièrement importants. Mais dans l'ensemble, et surtout pour les grands états à très forte population paysanne, les résultats des campagnes de contrôle de la natalité ont déçu leurs promoteurs.

AGES	- de 15 ans		de 15 à 64 ans		+ de 65 ans	
	1980	2000	1980	2000	1980	2000
Pays industrialisés	26,7	23	63,5	65,5	9,6	11,3
Tiers-monde	40,5	39,	55,7	57	3,8	4

[6]

C.4. La croissance démographique et le sous-développement

On estime que la croissance démographique dans les pays du Tiers-Monde est un phénomène défavorable et un grave handicap pour plusieurs raisons :

- D'une part, l'augmentation de l'effectif des consommateurs est beaucoup plus rapide que celui des producteurs. Celui-ci est théoriquement d'autant plus grave en pays sous-développés que la productivité moyenne des travailleurs y est faible.

- D'autre part, les économistes et les démographes soulignent que la croissance démographique nécessite, pour que se maintienne le niveau de vie, des investissements qui permettront de répondre aux besoins des nouveaux habitants et de les doter, une fois adultes, de moyens de travail.

Ces raisonnements théoriques reposent en fait sur l'idée a priori que les pays sous-développés pâtiraient pour l'essentiel d'un phénomène de sous-production. Or nombre de faits (l'importance des ressources gaspillées, des équipements sous-utilisés, du chômage) prouvent qu'au contraire, dans la plupart de cas, il s'agit d'une situation de surproduction en regard de ce que l'on peut vendre sur le marché intérieur. A cet égard la faiblesse de la "propension à investir", puis le phénomène d'exportation des capitaux vers les pays développés sont des facteurs significatifs.

Le maintien d'une forte natalité dans les pays sous-développés, en dépit de la propagande organisée en faveur du *birth control*, s'explique, on l'a vu, par des données psychologiques ou religieuses et surtout par des facteurs socio-économiques.

La réduction de la natalité ne peut se réaliser que dans le cadre d'une transformation générale des conditions économiques et sociales, qui se traduirait par une hausse du coût de formation de l'individu et par une promotion de l'homme.

Ainsi l'accroissement démographique n'est pas la cause première du sous-développement, mais il contribue puissamment au développement des contradictions économiques, sociales et politiques.

L'augmentation de la population n'est excessive que par rapport à une croissance économique restreinte, et l'essor démographique n'aurait pas pu prendre une telle vitesse et engendrer de telles difficultés si la natalité avait été progressivement réduite par les effets d'un développement économique et social.

La "*solution*" strictement démographique, basée sur la seule limitation des naissances, est vouée à l'échec. Une politique de limitation des naissances est cependant nécessaire pour réduire à long terme l'essor démographique, mais justement elle ne peut être entreprise efficacement sans de considérables progrès économiques et sociaux et des changements politiques radicaux [1].

D. DIMENSION ECONOMIQUE

D.1. Emploi et sous-emploi

Une autre caractéristique fondamentale des pays du Tiers-Monde est l'ampleur et la densité des formes de sous-emploi.

Le sous-emploi est considéré comme une des causes majeures de la pauvreté et de l'étroitesse du marché intérieur en pays sous-développés. C'est dire le rôle qu'il tient dans la combinaison de facteurs qu'est le sous-développement. C'est une réalité multiforme qu'il est très difficile d'appréhender.

La notion d'emploi et sous-emploi est très difficile à déterminer. Le terme même fait référence à un concept et à des normes de pays industrialisés capitalistes ou socialistes. Ces normes insistent surtout sur la notion de temps, de productivité, d'unicité dans l'activité, d'individualité dans l'exercice du travail, de régularité dans son accomplissement et souvent de rétribution par un salaire et des avantages sociaux. Or, ces critères ne correspondent pas au secteur "traditionnel", rural ou non, qui se maintient dans le Tiers-Monde [19].

Il semble plus juste de parler en terme "d'activités", et de "système d'activités", exercés dans le cadre de la famille et même parfois d'un village et de son terroir. Certaines activités sont productives et d'autres sont sociales, sans négliger le temps des déplacements, les loisirs, les indisponibilités [18].

Cependant les choses ne sont pas si simples et les problèmes du travail se présentent de façon contradictoire, car dans le même temps et dans les mêmes pays où l'on laisse ainsi se fractionner les tâches pour que chacun puisse avoir sa part, les enfants jouent un rôle considérable en grand nombre dans les activités productives, en particulier, dans les travaux des champs et, dans certains cas, ils apparaissent comme les concurrents des adultes. Il existe une autre contradiction dans l'opinion populaire : le travail est souvent perçu tout à la fois comme faveur et malchance.

Les rapports sont beaucoup moins simples qu'on ne le croit habituellement entre la mise en place du système capitaliste colonial et l'essor des exportations, la destruction des structures traditionnelles et l'apparition du chômage massif tel qu'il s'est manifesté depuis seulement quelques décennies dans l'ensemble des pays sous-développés.

L'expérience fait renforcer les économistes du développement dans leur conviction que l'industrialisation des pays insuffisamment développés présuppose, sur tous les plans, un effort d'imagination et de renouvellement. C'est ainsi qu'on constate que dans ces pays l'industrie moderne, à forte intensité de capital, n'arrive pas à absorber les "réserves illimitées de main-d'œuvre" disponible dans les campagnes aussi efficacement qu'à l'époque des expériences précédentes d'industrialisation. D'autre part, les progrès de l'industrialisation vont souvent de pair avec des tensions inflationnistes et des difficultés de balance des paiements dont la persistance met en cause l'efficacité des remèdes traditionnels [22].

La détérioration des structures de l'agriculture "traditionnelle", la ruine de l'artisanat, la faiblesse des effectifs qu'embauche le secteur d'économie moderne apparaissent comme les causes majeures du sous-emploi.

Si l'argent est important dans l'évolution, c'est d'une part parce qu'on a dans la plupart des cas une dégradation du revenu réel des petits et moyens agriculteurs, et d'autre part une pénétration parallèle des modèles de consommation de type urbain.

Beaucoup de petits producteurs, lorsqu'ils entrent dans le circuit des cultures commerciales, s'endettent très rapidement vis à vis des intermédiaires locaux qui, pour s'assurer leurs récoltes, leur font des avances d'argent ou de produits de première nécessité ; de même, vis à vis des organismes de crédit agricole qui fournissent les "inputs". Cette dégradation de revenus est d'autant plus forte que le prix des produits agricoles est maintenu généralement bas à cause des cours mondiaux ou pour limiter la hausse du coût de la vie dans les villes.[18]

1.a. La réduction du chômage dans les pays socialistes du Tiers-Monde

La présence à la campagne d'une main d'œuvre à la recherche d'un emploi, a conduit, certains économistes et dirigeants de certains Etats, à penser, qu'un développement considérable des forces productives pouvait être obtenu si on trouvait le moyen de mobiliser ces bras sous-employés. C'est ce que sont parvenus à réaliser les pays socialistes du Tiers-Monde, grâce à la collectivisation des terres et à la disparition des minorités privilégiées. Il y a eu des résultats particulièrement spectaculaires en Chine ou à Cuba.

C'est vrai aussi que dans les dernières années le chômage a réapparu en Chine et Cuba pour différents problèmes, le premier comme conséquence de la "révolution culturelle" et la seconde pour les transformations des activités du secteur tertiaire [2].

D.2. Problèmes agricoles et agraires.

Dans bon nombre de pays du Tiers-Monde, les ruraux forment encore la grande majorité de la population totale (en moyenne 70 % en Asie et en Afrique - mais la proportion s'abaisse déjà à 40 % en Amérique Latine) ; les problèmes de l'agriculture pèsent évidemment très lourds [2].

Il est devenu classique de distinguer nettement, dans la plupart des pays sous-développés deux agricultures ou deux secteurs agricoles très différents : l'agriculture dite "traditionnelle" et l'agriculture "coloniale", "néo-coloniale", ou "capitaliste" [18].

La première se caractérise par la prépondérance des productions vivrières et elle n'est que secondairement orientée vers l'exportation par le système de traite. Elle rassemble la majorité des paysans. Ses techniques et ses équipements sont très rudimentaires car les capitaux dont elle dispose sont très faibles.

Un certain nombre de ces traits paraissent essentiellement hérités du passé, mais l'autoconsommation villageoise qui était autrefois un des caractères majeurs a, sinon complètement disparu, du moins considérablement régressé devant les conséquences de la monétarisation. Les paysans sont astreints à vendre, dans les conditions qui sont désastreuses pour eux, des produits vivriers ou d'exportations, afin d'acquitter des sommes que l'on exige d'eux [18].

Le secteur "capitaliste colonial" est essentiellement orienté vers l'exportation selon les pays. Il occupe une partie plus ou moins vaste des terres (les meilleures) mais il n'emploie qu'une fraction de la population agricole : ouvriers salariés permanents ou temporaires travaillant avec des méthodes relativement perfectionnées dans des

exploitations généralement de grandes tailles. Il dispose de capitaux importants et de ce fait la productivité de la main-d'œuvre y est forte. Ce secteur "colonial" dénommé "neo-colonial" depuis l'indépendance politique des Etats conserve des rapports étroits avec l'ancienne métropole vers où s'effectuent une bonne part des exportations [2].

Le dynamisme de ces entreprises agricoles est évidemment fonction de la conjoncture du marché mondial : on considère souvent qu'elles ont été essentiellement créées par des initiatives étrangères à l'époque coloniale et qu'après l'indépendance elles sont restées la propriété de capitalistes étrangers ou du moins qu'elles sont sous la dépendance directe des firmes étrangères qui se partagent le marché mondial de telle denrées tropicales.

Le contraste entre ces deux types d'agriculture est évidemment spectaculaire et il paraît fonder la thèse d'une *économie dualiste*, [17] caractérisée fondamentalement par l'inarticulation du secteur moderne et du secteur traditionnel.

Dans beaucoup de pays devenus récemment indépendants, le rôle des exploitations coloniales a relativement diminué, en raison parfois du départ des colonisateurs et de la nationalisation de leurs exploitations, mais surtout en raison de la modernisation et de l'orientation vers les marchés extérieurs d'un grand nombre d'exploitations qui appartiennent à des autochtones.

La pauvreté des masses paysannes a été, bien souvent, le prétexte "social" qui a permis de justifier de grands programmes de "développement" effectués aux frais du gouvernement et de diverses organisations internationales; travaux d'irrigation, pour accroître la mécanisation, l'usage des engrais et des insecticides [18].

On considère souvent que tous ces efforts n'ont "servi à rien", puisque la masse des paysans n'en a pas beaucoup profité. Pour eux, les engrais fournis à bas prix par les organismes gouvernementaux sont encore trop chers. Mais ce sont les grands et moyens propriétaires qui ont largement profité de ces programmes de développement agricole et ils ont disposé d'équipements et de fournitures à des conditions très intéressantes [2].

La croissance de la production agricole est un objectif majeur des politiques rurales. Mais il semble que les productions traditionnelles poussées le plus vigoureusement cessent d'avoir actuellement la vedette : denrées tropicales et cultures industrielles pour l'exportation sur le marché mondial vers la consommation des grands pays industriels ne peuvent s'accroître que lentement. Si bien que les projets s'orientent vers d'autres productions : la destination est alors fort complexe, puisque ce peut être aussi bien l'alimentation du bétail que l'alimentation humaine [18]

D.3. L'industrialisation

La faiblesse de l'industrialisation est presque unanimement considérée comme la caractéristique la plus évidente des pays du Tiers-Monde, à tel point que l'on tend à faire du terme de sous-développement un synonyme de non-industrialisation.

Les grandes firmes internationales, pour maintenir leurs exportations de produits manufacturés, se sont efforcées par divers moyens d'empêcher l'implantation d'usines dans les pays du Tiers-Monde, elles ont dû changer leur stratégie dans un certain nombre d'Etats et elles produisent sur place des biens qu'elles faisaient venir autrefois de leurs usines d'Europe ou d'Amérique. C'est ce que les économistes dénomment "industrialisation de substitution d'importation"¹ [2]

Postérieurement leur intervention dans le processus d'industrialisation est de faire fabriquer dans un nombre croissant de pays d'Asie, d'Amérique Latine et même d'Afrique, des marchandises qui sont destinées aux marchés des pays développés. Le cas de Hong-Kong est célèbre pour les exportations d'objets de haute valeur dont la mise au point exige des soins particulièrement minutieux. Mais le phénomène tend à concerner un nombre croissant de pays du Tiers-Monde.

Du point de vue d'une politique industrielle on assiste à la mise en place d'une nouvelle génération de foyers extractifs et industriels, ainsi qu'à la construction de grands équipements énergétiques destinés à soutenir la croissance industrielle et urbaine. Dans les pays où ces réalisations se généralisent, cette phase d'équipement et d'industrialisation correspond à la prise en mains du processus de modernisation par des "bourgeoises d'Etat" (1) et à l'émergence, plus au moins importante selon les Etats, d'un "mode de production techno-bureaucratique" (2) [18].

La politique industrielle adoptée obéit, d'une part à la volonté des pays en voie de développement de constituer, en ce qui concerne les plus avancés, une base d'industries

¹ Celso Furtado, Les Etats-Unis et le sous-développement de l'Amérique Latine, Calmann-Lévy, 1970.

(1) Terme employé par Fernando Henrique Cardoso. *Autoritarismo e democratizacão*. Paz de Terra, Rio de Janeiro, 1975.

(2) Luiz C. Bresser Pereira. Le sous-développement industrialisé. *Revue du Tiers Monde*. n°68, 1976.

lourdes, et plus généralement de valoriser leurs ressources naturelles, et d'autre part au désir des compagnies transnationales d'accroître les flux de produits énergétiques, de matières premières, de produits semi-finis, vers les pays industrialisés, dans le cadre d'une nouvelle division internationale du travail.

D.4. Les villes et le secteur tertiaire.

Parmi les transformations qui, dans les vingt dernières années, ont modifié le plus fortement les caractéristiques des pays sous-développés, la croissance urbaine est une des plus spectaculaires. Les villes millionnaires ne sont plus l'apanage des pays les plus développés, elles se trouvent pour plus de la moitié dans les pays du Tiers-Monde.

Le rythme moyen de croissance est de 6 à 7 % par an [2] : elle résulte pour une part de l'accroissement naturel : les taux de natalité y sont aussi forts qu'à la campagne et les taux de mortalité se sont abaissés beaucoup plus rapidement que dans les campagnes où les actions sanitaires ont commencé plus tard et où elles sont moins efficaces. D'autre part, la croissance urbaine résulte d'un phénomène nouveau par son ampleur : l'exode rural .

Les causes de l'exode rural sont multiples : augmentation du nombre des paysans sans terre en raison de la croissance démographique et d'extension de grands domaines mécanisés, recherche de ressources monétaires, effritement des structures sociales traditionnelles, qui pousse les jeunes au départ, développement des relations salariales, attraction exercée par les activités du secteur tertiaire et par les équipements qui se trouvent dans les grandes villes.

Dans beaucoup de pays sous-développés, les diverses activités de ce qu'il est convenu d'appeler le secteur tertiaire (commerce, transport, divers services, administrations, armée, etc.) occupent dans la population active totale des pourcentages relativement faibles si on les compare avec ceux du tertiaire dans la plupart des pays développés où dans bien des cas il concerne déjà plus de la moitié des actifs. En Amérique latine, le tertiaire compte en moyenne déjà de 40 à 45 % de la population active, 18 % en Afrique et 25 % en Asie [2]

Dans la quasi-totalité des pays sous-développés, malgré l'importance des activités de construction, les pourcentages du secteur secondaire (industrie, artisanat, construction) sont nettement inférieurs à ceux du tertiaire. La structure du secteur tertiaire est particulièrement complexe en pays sous-développés et les causes de son expansion sont fort variées. Dans le cadre de la société traditionnelle, les activités que l'on classe aujourd'hui comme tertiaires étaient déjà relativement nombreuses mais elles correspondaient à moins de 15 % [2] des actifs.

La pénétration de l'économie coloniale dans les pays du Tiers-Monde a d'abord pris une forme essentiellement commerciale. De la sorte, les fonctions de commerce et de transport y ont connu un essor relativement important qui, rétrospectivement, paraît bien minime en comparaison de l'essor des diverses fonctions tertiaires depuis vingt-cinq ans.

E. DOMAINE CULTUREL [7]

A côté de l'indépendance économique, l'indépendance culturelle est devenue, un thème majeur du discours des gouvernements. Autour de ce terme, s'agrègent des notions telles que l'identité culturelle, le retour aux sources, l'authenticité, l'endogénéité, la désaliénation. En fait, l'indépendance culturelle avait pendant longtemps, mis l'accent sur le quantitatif et la liaison entre l'éducation et le développement réduit à la croissance économique.

C'est en Afrique surtout que se fait sentir cette nécessité en raison de l'emprise des modèles culturels étrangers. La situation s'explique par plusieurs raisons : l'absence pendant longtemps et dans la plupart des pays de langues et de littératures écrites, la multiplicité des groupes ethno-linguistiques, la difficulté de choisir une ou plusieurs langues nationales, le manque de personnel qualifié, enfin, la dépendance économique et politique.

E.1. L'enseignement.

La décolonisation culturelle est un problème ardu qui ne saurait trouver de solution dans le cadre de micro-nations, mais « sur la base de cercles de civilisations dûment reconnues et des paysages culturels existants, ou sur la base d'une entente politique en vue de constituer un pool culturel », J. Ki-Zerbo, à la conférence d'Addis-Abeba de 1961, il préconise de développer l'éducation des femmes « qui faciliteront la formation culturelle africaine de la génération suivante », de démocratiser au maximum, dès le départ, l'enseignement (ce qui implique l'absence de coupure entre le primaire et le secondaire), d'élaborer de nouveaux manuels. L'école doit s'adapter également au devenir économique de l'Afrique.

Cette intervention est remarquable à l'époque, quand dans ses grandes lignes, le système légué par la colonisation n'a pas été modifié. L'usage d'une langue étrangère comme véhicule rend impossible une démocratisation de l'enseignement, entrave le processus d'apprentissage, en élève le coût, perpétue la dépendance culturelle à l'égard de l'extérieur. Ces effets sont liés entre eux.

Les tentatives d'innovation montrent cependant que tous les Etats ont conscience des défauts du système et qu'ils veulent le réformer. Depuis une dizaine d'années, un

mouvement croissant se fait jour en faveur de l'introduction de langues nationales, beaucoup de pays pratiquent déjà l'alphabétisation en langue(s) nationale(s). Dans l'enseignement primaire, les "anglophones" ont une longue tradition d'enseignement en langue maternelle. Chez les "francophones", l'étude des langues nationales se fait depuis longtemps à l'université ou dans des centres de recherche, mais leur emploi dans l'enseignement primaire est récent et limité à quelques pays.

Les contraintes à l'usage de langues nationales sont aussi d'ordre politique et social. A tort ou à raison, certains gouvernements croient que cette utilisation favoriserait le "tribalisme" alors que le français est accepté par tous et servirait ainsi de ciment à l'unité nationale.

Le problème est difficile, mais non insoluble. Il y faut de l'éducation et du temps. Mais il faut surtout adopter une conception de l'Etat différente de celle de l'Etat-nation européen, avec ses corollaires d'intégration et de centralisation. Même si celles-ci se révèlent nécessaires durant une période transitoire afin de surmonter les problèmes hérités du passé, on doit à notre avis remettre en question ce concept qui ne paraît pas approprié là où l'Etat est pluri-national et pluri-culturel, c'est-à-dire dans la quasi-totalité du Tiers-Monde [7].

E.2. L'information

Dans le débat qui, depuis le début des années 1970 environ, agite les spécialistes, notamment au sein de l'UNESCO, les positions semblent claires. D'une part, nous trouvons ceux qui protestent contre ce qu'ils jugent être une domination exclusive des pays développés dans le domaine des techniques, du flot et du contenu de la communication, et donc qui protestent contre l'instauration, par ce biais, à l'échelle planétaire, d'une culture, d'une mentalité, de valeurs peu respectueuses de l'originalité et de la richesse de chacune des sociétés.

D'autre part, nous trouvons ceux qui affirment que préserver la liberté de circulation de l'information et des "messages" demeure un principe intouchable et que, en réduisant tant soit peu une telle liberté, on risque de cautionner l'instauration ou le renforcement des totalitarismes étatiques, lesquels se manifestent justement, en premier lieu, par la suppression de la liberté d'information.

Ni les premiers, parmi lesquels figure la majorité des responsables des Etats du Tiers-Monde, ni les seconds, qui regroupent beaucoup de journalistes occidentaux, ne manquent d'arguments.

Pour la plupart d'entre nous, l'essentiel de la communication réside non point dans le processus de la diffusion et de la réception mais, avant tout, dans le *contenu du message* diffusé et reçu. Le grand mérite de Marshall McLuhan est de s'être attaché à démontrer le contraire, *le message*, pour cet auteur, ce n'est pas qui est dit, ce n'est pas qui est montré, c'est le *medium* lui-même.

En premier lieu, les media sont des messages qui témoignent de l'organisation sociale, politique et culturelle présidant à leur invention, à leur mise en œuvre et à leur évolution, et il serait vain de vouloir les étudier et comprendre leur impact en dehors de toute référence à ce contexte globale : ainsi l'important n'est pas de savoir que l'imprimerie a été inventée par Gutenberg vers 1455, mais de comprendre les raisons de son succès dans la société occidentale d'alors.

Du point de vue de la technique, le décalage entre pays développés et pays en développement est énorme et va même s'accroissant tant les progrès ont été rapides depuis ces dix dernières années (fibres optiques, puces, télétextes, etc), il est vrai que l'enjeu est de taille et que les dirigeants des pays développés en sont tout à fait conscients.

Notons cependant que les responsabilités de la domination ne sont pas tout à fait en sens unique. Souvent formés en occident, les ingénieurs, les techniciens, les décideurs locaux interviennent fréquemment en faveur d'un choix pour les matériels les plus sophistiqués et les plus coûteux. C'est, pour eux, un moyen de se sentir à égalité avec leurs partenaires occidentaux, de valoriser leurs compétences, d'exprimer celles-ci au sein de leur milieu. Nous retrouvons là, très concrètement, toute l'ambiguïté des problèmes du développement.

Si le marché ouvert aux techniques de communication est prometteur, le marché ouvert aux "contenus" de la communication lui est proportionnel. Dans ce domaine encore, les firmes spécialisées rivalisent entre elles pour le contrôle des marchés. Les pays en développement sont exclus de ces grandes manœuvres, placés hors-jeu, en situation de simples consommateurs-acheteurs.

Le contrôle du contenu de la communication peut prendre aussi des formes plus détournées : l'octroi de publicité, par exemple, largement contrôlée par les entreprises multinationales permet d'orienter, généralement dans le sens d'un appauvrissement des contenus, l'allure générale de programmes audio-visuels ou le style des organes de presse.

Il existe encore un autre secteur de l'information où la domination s'exerce de manière plus exclusive et plus déterminante, ainsi, en informatique, par la maîtrise des

programmes, des opérations de stockage ou d'accès aux banques de données : les pays sous-développés seront sans doute obligés de passer par des réseaux déjà opérants, élaborés dans un cadre occidental et pour rendre service en premier lieu à des clients occidentaux.

E.3. Science et technique.

On peut définir la science comme un corps de connaissances ayant un objet déterminé, reconnu comme tel, de l'environnement, avec au besoin une méthode singulière. La technique, quant à elle, serait un processus de création par lequel l'homme complète ou supplée la nature.

Science et technique se trouvent ainsi impliquées toutes deux dans la relation entre la connaissance et la constitution ou la reconstitution de l'Univers par l'homme. Vu sous cet angle, l'apport essentiel de la colonisation se situe dans la rupture épistémologique qu'elle provoque en ce domaine.

Les politiques suivies en ce domaine sont marquées par une théorie fragmentaire, une conception exogène du développement. Elles sont marginales et souvent sans rapport direct avec les impératifs des nouvelles nations.

Ainsi, lorsqu'elle existe, la politique de formation des chercheurs subit l'empirisme que dictent les circonstances ; les programmes des chercheurs sont plus en rapport avec les sollicitations occasionnelles et limitées, soit de l'Etat soit de généreux donateurs internationaux. Le résultat le plus tangible de cette situation est la faible part prise par les Africains au progrès techniques et scientifiques sur leur propre sol.

Quant au transfert de technologie, on constate des contradictions dans de nombreux domaines entre les résultats de la croissance économique espérée et son coût socio-culturel. Des transferts sont menés à bien par des techniciens ou des experts compétents, mais, dès que l'on cherche à évaluer leur impact sur la satisfaction des besoins fondamentaux des hommes, alors les réussites apparentes peuvent se transformer en échecs.

Le passage d'une problématique du transfert de technologie à celle de sa maîtrise constitue une condition essentielle de l'accès au processus de développement économique; or, les deux termes peuvent apparaître incompatibles. En effet, considérées comme marchandises, les techniques sont soumises aux règles du marché.

Le marché de la technologie est en ce sens un marché de dupes où l'apparente liberté contractuelle des parties cache un rapport de profonde inégalité, et des prélèvements de

toute nature. La dépendance ainsi construite tend à instaurer son propre instrument de contrôle et de renouvellement. Pour les grandes firmes, " si, avec le crédit, on se lie pour un temps, avec la technologie, on se lie pour longtemps", et cela d'autant plus étroitement que la technologie importée correspond à une technique de pointe.

La principale garantie de la maîtrise technologique serait celle d'un contrat de transfert global de technologie : au lieu de formules contractuelles "usines clés en mains", des formules du type "technologie en mains". Ce genre de contrat n'est pas constitué par des prestations, des équipements, mais implique l'initiation et la maîtrise des principales séquences de la technologie acquise : il s'agit d'acheter du développement et non des usines.

F. CONCLUSIONS

La période contemporaine inaugurée par la crise des années 1970 pose aujourd'hui le problème de la restructuration des relations Nord-Sud : une fois de plus, le traumatisme subi par le centre du système est en voie d'imposer une refonte fondamentale des structures de la dépendance [1].

Le point de vue et les objectifs sont en effet contradictoires. Pour le Nord, l'argument est : regardez d'abord chez vous, et mettez de l'ordre dans votre organisation économique interne avant de réclamer un Nouvel Ordre Economique International. C'est renverser complètement les termes du raisonnement proposé par les pays ex-colonisés : ceux-ci s'estiment brimés par l'ordre actuel qui impose un rapport de dominé à dominant, rendant impossible une solution interne tant que n'est pas réglé le problème international. C'est un dialogue de sourds [1].

L'idée majeure était que la recherche du Nouvel Ordre Economique Internationale se confonde avec un élargissement concerté des frontières du développement industriel - qui, actuellement, se bloque - par l'adoption d'une sorte de "plan Marsall" en faveur des pays sous-développés les mieux placés.

Le résultat est, entre autres, que la moitié de l'aide totale de la Banque Mondiale aux treize Etats francophones d'Afrique noire est allée en 1975-1976 à trois pays la Côte d'Ivoire (21,5 %), le Cameroun (17,5 %) et le Sénégal (14,6 %) : *mutatis mutandis* : porter l'essentiel de l'effort sur les zones économiques les mieux dotées et abandonner le reste des pays à leurs propres forces [7].

Certes, les accords de Yaoundé (1963 et 1969) puis surtout de Lomé (1975, 1981 et 1985) noués avec la Communauté Européenne soulignent l'importance pour celle-ci - à la fois économique et stratégique - du continent africain, seul susceptible de contrebalancer sur le plan international, le poids déterminant des deux grandes puissances mondiales -

U.S.A. et U.R.S.S. C'est-à-dire, une nouvelle division internationale du travail organisée une fois encore en fonction des intérêts dominants[7].

Compte tenu que la population mondiale continuera de s'accroître pendant encore, au moins, 80 à 100 ans, les questions démographiques resteront donc primordiales. Il ne serait pas sérieux d'envisager une "gestion" ou un "plan".

Il devient de plus en plus évident pour tout le monde que la notion de développement est liée à toutes les activités de l'homme, le développement est donc, au plan théorique, une notion globalisante. Dans les faits, c'est un phénomène endogène qui place l'innovation au cœur de sa dynamique, plus particulièrement l'innovation dans les besoins fondamentaux des peuples, sans que pour autant ceux-ci revendiquent nécessairement l'auto-suffisance, encore moins l'autarcie.

III. BIBLIOGRAPHIE

ASPECTS GENERAUX

[1] COQUERY-VIDROVITCH (C.).- Afrique noire : permanences et ruptures.- Paris : Payot, 1985.- 440 p.- (Aux origines de notre temps)

[2] LACOSTE (Y.).- Géographie du sous-développement : géopolitique d'une crise.- 5e ed. rev.- Paris : PUF, 1982.- 286 p.- (Quadrige ; 17)

[3] OWENS (P.L.) ed., HOUSE (R.) ed.- Radical geography : an annotated bibliography.- Geo books : Norwich, 1984, 260 p.

[4] KLEINPENPENNIG (J.M.G.), REITSMA (H.).- The third world in perspective.- Totowa, NJ : Rowman and Alanheld, 1985, 420 p.

ASPECTS POLITIQUES

[5] L'avenir du sous-développement.- Paris : La Découverte.- Maspero, 1983.- 140 p.- (Critiques de l'économie politique ; 25)

[6] CHALIAND (G.). - Repenser le tiers-monde.- Paris : Ed. complexe, 1987.- 123p.- (Historiques ; 38)

[7] Décolonisations et nouvelle dépendances : Modèles et contre-modèles idéologiques et culturels dans le Tiers-Monde.- Textes réunis par Catherine Coquery-Vidrovitch et Alain Forest.- Lille : PUF, 1986.- 282 p.

[8] L'imperialisme aujourd'hui ?.- Espaces et sociétés. Revue critique internationale de l'aménagement de l'architecture et de l'urbanisation.- Paris, 1984, n° 44, pp. 5-131.

Aspects théorique-politiques

[9] CORBRIDGE (S.).- Capitalism, industrialization and development.- Progress in human geography, 1986, vol. 10, n° 1, pp. 48-67.

[10] EDE (K.B.).- On two approaches to underdevelopment and regional inequality.- Area. The journal of the Institute of British geographers London, 1982, vol. 14, n° 1, pp. 27-32.

[11] HARRIS (J.), HARRIS (B.).- Development studies.- Progress in human geography, London, 1981, vol. 1, n° 4, pp. 572-581.

[12] SLATER (D.).- On development theory and the Warren thesis : arguments against the predominance of economism.- Society and space. 1987, 5, n° 3, pp.263-282.

ETUDES DE CAS

[13] LACOSTE (Y.).- Unité et diversité du tiers monde.- Paris : Maspero, 1980.- 3 vol.

[14] HENSHALL MOMSEN (J.) ed., TOWNSEND (J.) ed.-Royaume-Uni : Institute of British Geographers, Women and geography study group. "Geography of gender in the Third World". London : Hutchinson.- Albany : State University of New York Press, 1987.

[15] STEA (D.), WISNER (B.).- The fourth world : a geography of indigenous struggles.- Antipode, 1984, 16, n° 2, 64 p.

[16] SUSMAN (P.), O'KEEFE (P.), WISNER (B.).- Global disasters, a radical interpretation in interpretations of calamity.- Wischester, Mass. : Allen & Unwin Inc., 1983, pp. 263-283.

ECONOMIE

[17] AMIN (S.).- L'accumulation à l'échelle mondiale.- Paris : Anthropos, 1988.- XVII-617 p.

Economie agraire

[18] CENTRE NATIONAL DE LA RECHERCHE SCIENTIFIQUE. Centre régional de publications de Toulouse : sciences sociales.- Mutations des campagnes du tiers monde : interventions urbaines et encadrement étatique.- Paris : Ed. du C.N.R.S.- 1981.-159 p.

Economie agraire-faim

[19] WISNER (B.), WEISNER (D.), O'KEEFE (P.).- Hunger : a polemical review.- Antipode. A radical journal of geography, Worcester, 1982, vol. 14, n° 3, pp. 1-16.

Théorie économique

[20] BAILLY (A. S.).- La géographie du bien-être.- Paris : PUF, 1981.- 239 p.

[21] DE SOUZA (A.R.).- To have and to have not.- Focus, 1986, vol. 36, n°3, pp.14-19.

[22] HIRSCHMAN (A.O.).- L'économie comme science morale et politique.- Paris : Gallimard, 1984, 111 p.

[23] PEET (R.).- An introduction to marxist theories of underdevelopment.- Canberra : The Australian National University Press, Research school of pacific studies, Department of human geography, 1980, viii-253 p.

THEORIE GEOGRAPHIQUE

Les géographes devant le sous-développement

[24] BROOKFIELD (H.C.).- Les géographes et le développement Paris : L'espace géographique, 1984, vol. 13, n° 1, pp. 62-71.

[*] ADAMO (F.), CORNA-PELLEGRINI (G) ed., BRUSA (C.) ed.- La problematica del sottosviluppo in la ricerca geografica in Italia 1960-1980.- Convegno, Varese, 1980, 31 marzo - 2 aprile, Varese : Ask Edizioni, 1980, pp. 749-761.

[*] HOPFINGER (H.).- Theorien der unterentwicklung. Ein ublich anhand der leitfragesllung : interne versus externe verursachung. In geographische aspekte der entwicklungslanderproblematik. Beitrage zur unterrichtsarbeit im facherdkunde (theories du sous-développement. Apercu sur une problematique : causalite interne / caucalite externe).- Verlag, n° 8, 1981, pp. 12-24.

[*] MULLER (K. P.).- Unterentwicklung durch rentenkapitalismus ? Geschichte, analyse und kritik eines socialgeographischen begriffes und seiner rezeption. (sous-développement à travers le capitalisme de rente ? Histoire, analyse et critique d'un concept de géographie sociale et sa perception).- Kassel : Universitat, Gesamthochulbibliothek, Urbs et Regio, 1983, 407 p

[*] SEIFERT (J.).- der einfluss einiger traditioneller faktoren auf den formierungsprozess der arbeiterklasse in Afrika am Beispiel Nigerias (L'influence de certains facteurs traditonnelles sur la formation de la classe ouvriere en afrique).- Asien, Afrika, Latein Amerika, Berlin-Est, 1981, vol. 9, n° 1, pp.87-96.

[*] GOODMAN (D.), REDCLIFT (M.).- From peasant to proletarian. Capitalist development and agrarian transition.- Oxford : Basil Blackwell, 1981, XII-244 p.

[*] STOHR (W.R.).- Structural characteristics of peripheral areas : the relevances of the stock-in-trade variables of regional science.- Pap. reg. sci. assoc., 1982, 49, twenty-first. European congress, Barcelona, 1981, pp. 71-84.



[*] Document que pour différentes raisons nous n'avons pu utiliser dans cette note de synthèse

*



* 9 5 4 3 2 4 C *